



## Contribution à la revue stratégique de l'ARCEP

1/ Depuis sa création il y a 18 ans, l'ARCEP s'est attelée à réguler le marché des télécoms dans le but de favoriser la concurrence et l'innovation. Aujourd'hui le monopole de France Télécom n'est plus et l'entreprise doit même faire face à une concurrence rude face à des acteurs puissants tels que Bouygues, SFR ou Free. L'Open Internet Project salue la réussite de cette mission de l'ARCEP et l'encourage à continuer dans ce sens en élargissant le champ de la régulation. Il convient en effet de mettre en garde l'ARCEP contre les dangers nouveaux qui menacent tout le travail d'ouverture qu'elle a mené jusqu'à présent. Car de fait, et au vu des monopoles qui ont émergé ces 10 dernières années dans le secteur du numérique, il apparaît plus que jamais indispensable de réguler les nouveaux marchés adjacents à celui des opérateurs de télécommunication si l'on souhaite que le travail effectué jusqu'ici garde du sens.

Ainsi, l'OIP soutient cette initiative de l'ARCEP de mettre en place une revue stratégique et de faire participer l'ensemble des acteurs du numérique afin de dégager les enjeux principaux de la transition numérique.

2/

L'ARCEP fait dans son bilan, une remarque tout à fait essentielle à propos de l'Internet ouvert et de la neutralité des réseaux. Comme l'Autorité le dit elle-même, « *avec les nouveaux principes et outils définis au niveau européen en matière de neutralité de l'Internet, c'est une nouvelle orientation de la régulation qui se dessine.* »

Et il est clair que le principe de neutralité et d'Internet Ouvert, comme voulu par l'Europe et même la France, implique une redéfinition des prérogatives dont dispose les autorités chargées d'assurer le respect de ces principes. Nous confirmons à ce propos que les craintes de l'ARCEP au sujet de la régulation des plateformes sont tout à fait fondées.

Les principes d'un Internet Ouvert *stricto sensu* ne doivent pas s'appliquer aux seuls opérateurs quand il existe de nouveaux acteurs dont l'action non régulée place les utilisateurs dans des écosystèmes fermés, nuisant à la concurrence et à l'innovation.

Comment peut-on valablement croire que la neutralité des opérateurs peut suffire à assurer ce principe quand des plateformes dominantes sont capables de détourner massivement le trafic de manière agressive, et ce en favorisant la visibilité des sites de son écosystème au détriment de ses concurrents qui ne peuvent que subir cet état de fait ?

Dès lors que de tels agissements sont possibles, la neutralité est menacée et même irréalisable. Le procès intenté à Google par la Commission montre par ailleurs combien il est indispensable de mettre en place une régulation *ex ante* dans ce secteur.

Initiée en 2009, la procédure n'a toujours pas abouti, et a même vu des acteurs historiques renoncer à leurs activités et à l'innovation, incapables qu'ils étaient de survivre si longtemps à un tel abus de position dominante de la part de l'accusé. Le processus de contrôle *ex post* est malheureusement trop lent pour être craint.

Quand on sait au surplus que la procédure de référés n'est même pas une option à l'échelle européenne, et si l'on souhaite retrouver une véritable dynamique dans le marché du numérique, alors on doit être capable de réguler les acteurs de manière *ex ante*, comme cela

avait été le cas pour mettre fin au monopole de France Télécom lors de la création de l'ARCEP. L'Open Internet Project tient ici à souligner le fait que les monopoles d'aujourd'hui sont beaucoup plus puissants que France Télécom et donc que ses effets sur l'écosystème du numérique sont bien plus dévastateurs qu'à l'époque.

Si l'on a souhaité que le monopole de France Télécom prenne fin en raison de ses effets négatifs sur l'économie, il est impératif d'agir et de réguler le secteur des plateformes pour défendre une nouvelle fois l'intérêt général.

Pour appuyer ces propos, on citera les chiffres de l'étude économique de Pascal Perri<sup>1</sup> qui démontre que la seule rente monopolistique de Google sur son activité de régie publicitaire détruit selon les scénarios, entre 9 000 et 11 000 emplois en France.

9/

A ce jour l'ARCEP est selon nous, l'autorité la plus à même de jouer son rôle dans un système d'asymétrie d'information. Ses experts, le haut niveau de qualification de ses ingénieurs ainsi que leur expérience sur les réseaux justifie à notre sens, que l'ARCEP soit désignée pour organiser la régulation des plateformes. En effet l'expertise dont elle fait preuve et tout à fait transposable au domaine des plateformes en ligne car le marché en question présente de fortes similarités (d'un point de vue technique) avec celui des Fournisseurs d'Accès à Internet<sup>2</sup>.

Le seul moyen de doter l'ARCEP d'une véritable expertise est de lui conférer de larges capacités d'investigation. Capacités sans lesquelles elle ne pourra assurer une véritable ouverture de l'Internet et garantir une véritable neutralité des plateformes. Ainsi comme cela avait été le cas pour les opérateurs télécoms, l'OIP préconise que soient confiées à l'ARCEP une régulation du secteur numérique au sens large numérique en lui faisant disposer d'un véritable pouvoir d'investigation auprès des plateformes structurantes.

Cela signifie donc que l'ARCEP doit être dotée par le législateur de véritables prérogatives en ce qui concerne, la sélection des sites à réguler, le fonctionnement des algorithmes, la fourniture de données par les acteurs et doit aussi être en mesure d'obtenir des réponses satisfaisantes, claires et transparentes de la part des opérateurs.

Pour recueillir, analyser et comparer l'information dans ce secteur, nous pensons qu'il serait pertinent d'établir des standards préalables avec les acteurs du marché. Une démarche et des délais standardisés permettraient de rendre prévisible l'action de l'ARCEP pour les acteurs concernés et qui pourraient donc s'y préparer.

La mise en place de tests de marché pourrait à ce titre faire sens :

Quelle est par exemple la part des requêtes dans Google monétisée par Google Shopping lui-même ?

Ces tests pourraient potentiellement être faits sur tous les marchés où un acteur en position de quasi monopole exercerait une influence déterminante. Ainsi, en obtenant des informations précises sur des marchés aussi divers que le Shopping, la cartographie en ligne, l'analyse d'audience, le traitement automatique du langage, la recherche locale, l'ARCEP pourrait alors garantir une véritable neutralité de l'Internet.

---

<sup>1</sup> Pascal Perri « Comment la régulation de Google peut créer 15 000 emplois en France ? » Etude économique de mai 2015.

<sup>2</sup> Olivier Sichel, Pourquoi il faut dégroupier Google. Paru dans les Echos du 20 Août 2014.

[http://www.lesechos.fr/20/08/2014/LesEchos/21753-024-ECH\\_pourquoi-il-faut---degrouper---google.htm](http://www.lesechos.fr/20/08/2014/LesEchos/21753-024-ECH_pourquoi-il-faut---degrouper---google.htm)

Le dispositif de notation, bien qu'utile à la mise en œuvre d'une stratégie de régulation plus vaste, se révèle en revanche tout à fait insuffisant si utilisé seul. En effet, il est irréaliste de croire que la régulation d'un secteur peut se faire par la seule force de la notation. La régulation du secteur des télécoms ne s'est pas faite grâce à de tels dispositifs, mais bien grâce à l'intervention d'une Autorité Administrative Indépendante qui disposait de véritables pouvoirs en matière d'investigation et de contraintes. Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel au même titre, ne se base pas uniquement sur les notes données par les acteurs de son secteur pour exercer son rôle de régulateur. Idem pour la CNIL, qui dispose de véritables prérogatives pour assurer le respect des libertés individuelles et la protection des données. Même si l'ARCEP ne doit pas pour autant négliger ce mécanisme, qui a le mérite de donner de la transparence aux acteurs concernés par la régulation, elle ne doit vraiment pas s'arrêter à cela.

14/

On investit uniquement dans un univers où les règles du jeu sont claires, où les chances de retours sur investissement sont suffisantes, et où un acteur trop puissant n'est pas là pour capter la valeur ajoutée que l'on produira potentiellement.

Sans la combinaison de ces trois facteurs, la propension à innover et à investir baisse très fortement.

Ces facteurs ne sont malheureusement pas réunis dans le secteur du numérique, où les GAFA exercent une prédation impitoyable sur l'univers des startups.

Prenons l'exemple d'AppGratis, dont le modèle économique innovant et attractif pour le consommateur qui a été banni du jour au lendemain par Apple pour la simple raison que l'entreprise craignait une réduction des marges sur son Appstore.

Fleur Pellerin, alors ministre en charge de l'économie numérique avait plaidé pour une régulation des plateformes<sup>3</sup>. Alors que l'Etat et l'Europe s'efforcent à imposer une neutralité du réseau par le canal des opérateurs, la ministre rappelait alors que « *l'enjeu principal concerne désormais les grandes plateformes, comme Apple, Google, Facebook, Amazon et consorts, qui sont devenues les points d'accès obligés à l'Internet. Ce sont les conglomérats du XXI<sup>e</sup> siècle qui organisent la nouvelle économie à leur avantage. Si l'on ne fixe pas des règles, c'est tout l'écosystème de l'innovation qui est en danger*<sup>4</sup> ».

Cette prédation est donc un sujet sensible auquel l'ARCEP doit s'intéresser, car elle mine la croissance et la dynamique du secteur tout entier. Il faut que l'ARCEP régule les géants pour inciter les innovateurs à se lancer dans l'aventure de l'entreprise. Sans la mise en place d'un tel cadre il est peu probable que les problématique de captation de la valeur ajoutée des entreprises innovantes par les acteurs dominants se résolvent d'elles mêmes.

Depuis déjà une dizaine d'années, les GAFA ont par leurs pratiques condamné des milliers d'acteurs du numérique à la dépendance, que ce soit à un moteur de recherche, une place de marché ou un magasin d'application ultra dominant qui selon les mots de Fleur Pellerin sont « *à la fois juges et parties, diffuseurs et producteurs de services. Elles s'étendent verticalement, en captant une part toujours plus grande de la valeur, et latéralement, en intégrant de nouveaux services mis en avant de manière préférentielle et déloyale.*<sup>5</sup> »

---

<sup>3</sup>Lien vers l'article paru sur le site de Libération le 18 Septembre 2013, traitant de ce sujet.

[http://www.liberation.fr/futurs/2013/09/18/ce-sont-les-grandes-plateformes-qui-font-la-loi-sur-la-toile\\_933013](http://www.liberation.fr/futurs/2013/09/18/ce-sont-les-grandes-plateformes-qui-font-la-loi-sur-la-toile_933013)

<sup>4</sup> *idem*

<sup>5</sup> *idem*

Il ne faut pas non plus céder aux accusations de protectionnisme lorsque des mesures régulatrices sont mises en places car elles ne sont finalement que des règles de bon sens permettant d'assurer la dynamique et donc la pérennité d'un secteur menacé par des problématiques concurrentielles où l'on ne peut que difficilement contester la position dominante des acteurs les plus importants.

Comme le montrent fortement certains auteurs<sup>6</sup>, la question est désormais posée de contenir la capacité, sans doute inédite dans l'histoire de l'humanité, qu'ont certaines grandes entreprises du secteur numérique d'utiliser leur puissance de marché pour substituer leur volonté à celle des institutions démocratiquement désignées.

Au delà de ces considérations, nous pensons qu'il est nécessaire que l'ARCEP s'intéresse aux questions de la portabilité des données et du manifestement du consentement. En effet, à ce jour, la captation et l'usage commercial qui sont faits des données personnelles par les grands acteurs du net doivent susciter l'intérêt des régulateurs. Comme le constatent Olivier Sichel et Judith Rochfeld, l'Europe souffre du manque de régulation autour de ces sujets pourtant essentiels<sup>7</sup>.

15/ Aujourd'hui, France Télécom n'est plus en situation de monopole et des mécanismes mis en places par l'ARCEP permettent d'assurer une pleine concurrence, des prix bas sur le secteur des télécoms et une innovation que le monde nous envie.

Ce cap passé, il faut désormais souhaiter à l'ARCEP d'avoir la même exemplarité concernant les nouveaux enjeux auxquels elle aura à faire face.

L'ARCEP a démontré de façon constante son caractère visionnaire, son expertise technique et a su maîtriser la régulation des télécoms de façon exemplaire à telle point qu'elle s'est vue saluée par de nombreux acteurs internationaux.

Il faut que la France reste un moteur du changement et qu'elle impulse à nouveau cette dynamique de régulation en faveur de la concurrence et de l'innovation.

L'Open Internet Project, qui regroupe aujourd'hui plus de 1500 acteurs de l'économie numérique européenne, s'est donné pour objectif premier d'obtenir que soit garantie la neutralité d'Internet et notamment des plateformes géantes qui sont devenues les incontournables *gatekeepers* d'accès à internet pour l'ensemble des internautes européens.

Jean Manuel ROZAN  
Co-Président de l'OIP

Eric LEANDRI  
Co-Président de l'OIP

---

<sup>4</sup> Voir E. Morozov qui dans son dernier opus publié en français chez FyP éditions (octobre 2014) : « *Pour tout résoudre, cliquez ici* », dénonce le *solutionnisme* de certaines entreprises du numérique et leur projet politique hégémonique. Egalement : *When Google Met with Wikileaks*, Julien Assange, OR Books, 2014, dans lequel ce partisan des libertés sur Internet décrit la réalité du rôle politique du géant de Mountain View.

<sup>7</sup> **Le Monde du 22 Octobre 2015 – Nos données nous appartiennent.**